

MISSION DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

MISSIONS DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUE

STRUCTURE

THERMIQUE-FLUIDES

VRD

PHONIQUE ET ACOUSTIQUE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.1 DECOMPOSITION DU CONTRAT	4
ARTICLE 2 DESIGNATION DES PARTIES	4
2.1 LE DONNEUR D'ORDRE	4
2.2 LE TITULAIRE	4
2.3 ELEMENTS DE MISSION.....	4
2.4 GROUPEMENT DE BET.....	4
ARTICLE 3 LES INTERVENANTS.....	4
3.1 INTERVENANTS DESIGNES PAR LE MOA.....	5
3.2 INTERVENANTS PROPOSES PAR LE BUREAU D'ÉTUDE TECHNIQUE.....	5
3.3 ADMINISTRATIONS ET ORGANISMES.....	5
ARTICLE 4 PIÈCES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 5 MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS D'EXECUTION	6
5.1 LIMITES A LA CONCLUSION D'AVENANT.....	6
5.2 CHANGEMENT DE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	6
5.3 ADAPTATION DU MARCHÉ AUX ÉVOLUTIONS DES BESOINS DU MAÎTRE D'OUVRAGE.....	7
5.4 IMPRÉVISION.....	7
5.5 CLAUSE DE REEXAMEN.....	8
ARTICLE 6 DURÉE ET DÉLAIS D'EXECUTION.....	8
ARTICLE 7 PRIX	8
7.1 FORME ET CARACTÉRISTIQUES DES PRIX.....	8
7.2 REMUNÉRATION.....	8
7.3 MOIS D'ÉTABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 8 OBJET DU PRÉSENT CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	8
8.1 MISSIONS GÉNÉRALES ET ENGAGEMENTS	9
8.2 BUDGET.....	12
ARTICLE 9 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	13
9.1 CARACTÈRE ET CONTENU DE LA REMUNÉRATION.....	13
ARTICLE 10 CONVENTION DE COMPTE-COURANT.....	15
ARTICLE 11 RESPONSABILITÉS	15
ARTICLE 12 ASSURANCES.....	16
12.1 RISQUES DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE	16
12.2 RISQUES DE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE.....	16
12.3 DISPOSITIONS COMMUNES.....	16
ARTICLE 13 DÉFAILLANCE DU BET.....	17
ARTICLE 14 PÉNALITÉS	17
14.1 PÉNALITÉ POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS.....	17
14.2 PERFORMANCES DE L'OPÉRATION.....	17
14.3 PÉNALITÉ POUR DÉPASSEMENT DU SEUIL DE TOLÉRANCE DU BUDGET	17
14.4 PÉNALITÉ POUR DÉPASSEMENT DU SEUIL DE TOLÉRANCE DU COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX	17
14.5 PÉNALITÉ POUR RETARD DANS LA REMISE DU RAPPORT D'ANALYSE DES OFFRES.....	18
14.6 PÉNALITÉ POUR RETARD DANS LES DÉLAIS DE RÉALISATION DES ÉLÉMENTS DE MISSIONS.....	18
14.7 PÉNALITÉ GESTION DES RÉSERVES.....	18
14.8 PÉNALITÉ D.O.E.....	18
ARTICLE 15 OBLIGATIONS DIVERSES	18
ARTICLE 16 SOUS-TRAITANCE.....	18
16.1 AGREMENT	18
16.2 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS	19
16.3 PAIEMENT DU SOUS-TRAITANT	19
16.4 CONDUITE DE LA SOUS-TRAITANCE	19

ARTICLE 17 VÉRIFICATION SEMESTRIELLE.....	19
ARTICLE 18 SUBSTITUTION	20
ARTICLE 19 PROPRIETE INTELLECTUELLE	20
19.1 CESSION DES DROITS AU PROFIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE	20
19.2 DROITS DU BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES	21
19.3 GARANTIE ATTACHEE AUX DROITS	21
19.4 PROPRIETE INDUSTRIELLE / BREVETS.....	22
19.5 PROPRIETE MATERIELLE DES ETUDES.....	22
ARTICLE 20 PROTECTION DES DONNEES	22
ARTICLE 21 CONFIDENTIALITE.....	23
ARTICLE 22 RESILIATION DU MARCHE.....	23
ARTICLE 23 SUSPENSION	23
ARTICLE 24 CONTESTATIONS ET LITIGES	24
ARTICLE 25 CONSEQUENCE DE LA NULLITE.....	24
ARTICLE 26 ELECTION DE DOMICILE	24
ANNEXES.....	24

Article 1 OBJET DU MARCHE

L'objet des marchés qui seront conclus est la réalisation de prestations de Bureau d'Études pour les missions spécifiques suivantes :

- TH-FLUID = Thermique et Fluides
- STR = Structure
- PHON = Phonique et Acoustique
- VRD = Voirie et Réseaux Divers

Dans le cadre d'opérations de promotions immobilières neuves, de rénovation, de réhabilitation et de restructuration réalisées par le Maître d'Ouvrage.

1.1 DECOMPOSITION DU CONTRAT

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Il s'agit d'un marché ordinaire.

Les prestations sont détaillées et définies dans le CCT.

Les échéances prioritaires à respecter pour la remise des différents éléments de missions sont précisées dans le CCT.

Article 2 DESIGNATION DES PARTIES

2.1 LE DONNEUR D'ORDRE

Le donneur d'ordre dénommé le Maître d'Ouvrage « MOA » confiera les missions d'ingénierie aux Bureau d'Étude Technique

2.2 LE TITULAIRE

Le terme de BET ou Bureau d'Étude Technique est un terme générique qui ne permet pas de définir la mission désignée du titulaire.

Les coordonnées du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom de titulaire du marché sont précisées à l'article 1 de l'Acte d'Engagement.

2.3 ELEMENTS DE MISSION

Le titulaire, BET, se verra confier les missions propres à son domaine de compétence décrites dans le CCT et selon les dénominations suivantes :

- TH-FLUID : Missions thermique et Fluides
- STR : Missions Structure du bâtiment
- PHON : Missions Phonique et Acoustique
- VRD : Missions Voiries et Réseaux divers

2.4 GROUPEMENT DE BET

Conformément à l'article 45 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, tout groupement de BET attributaire du présent marché adopte nécessairement une forme juridique déterminée dans son acte d'engagement.

En cas de groupement un des membres du groupement est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire de celui-ci. Le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du MAITRE DE L'OUVRAGE.

Une copie de la convention de groupement est transmise au MAITRE DE L'OUVRAGE.

La forme juridique du groupement est définitive pour toute la durée du marché. En cas d'évolution, toute modification devra être signalée au Maître d'Ouvrage afin de statuer sur son maintien dans le marché.

Article 3 LES INTERVENANTS

Le BET assure en coordination avec les autres intervenants du respect des règlements et labels de construction applicables à la date de dépôt du permis de construire et des réglementations spécifiques applicables. Il prend l'ensemble des avis nécessaires auprès de toute administration compétente et de tout technicien lui permettant de mener à bien les études pour chaque programme :

3.1 INTERVENANTS DESIGNES PAR LE MOA

Le maître d'ouvrage communique dès qu'il en a connaissance au BET les coordonnées des intervenants susceptibles d'intervenir sur l'opération et en fonction des contraintes particulières et de leurs missions respectives.

Le BET réalisera avec les autres intervenants de l'opération ces études en parfaite coordination et synthèse et seront adaptés en fonction des types d'opération et selon les demandes et recommandations proposées par les différents intervenants comme :

- Le(s) Maître d'œuvre(s)
- Contrôleur Technique
- BET de recherche des pollutions
- Diagnostiqueur Amiante/Plomb/Radon
- Coordinateur Sécurité et de Protection de la Santé
- Géomètre
- Géotechnicien
- Tout Assistant à la maîtrise d'ouvrage (Qualité Environnementale, BIM, ...)
- Toute Maîtrise d'Ouvrage Déléguée
- Contrôleur Système de Sécurité Incendie
- Organismes certificateurs (CERQUAL, QUALITEL, PROMOTELEC, PRESTATERRÉ...)
- Programmiste (si nécessaire)
- Tout autre intervenant souhaité par le MOA

L'intervention, en quelque cas que ce soit, d'un autre intervenant même spécialisé ne peut modifier ni la nature ni l'étendue des responsabilités générales du BET dans la réalisation de sa mission.

La coopération entre le coordonnateur SPS et les titulaires du présent marché devra être conforme aux dispositions du contrat du SPS et respecter ces demandes.

3.2 INTERVENANTS PROPOSES PAR LE BUREAU D'ÉTUDE TECHNIQUE

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par celui-ci des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

Désignation de sous-traitants en cours de marché par acte spécial (DC4) en indiquant en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

Il est réputé intégrer l'ensemble des honoraires et frais relatifs aux missions attendues et notamment compris l'intervention des sous-traitants nécessaires.

3.3 ADMINISTRATIONS ET ORGANISMES

Le BET assurera dans le cadre de sa mission toutes démarches nécessaires auprès des organismes liés à l'environnement de l'opération pour garantir la qualité et le respect de ces études et notamment auprès de :

- Services municipaux (services techniques, service des permis et arrêtés, service de l'hygiène, commission de sécurité ...)
- Direction Départementale de l'Équipement
- Service des Carrières
- Service départemental d'Architecture et du Patrimoine et tout organisme compétent en matière de préservation du patrimoine architectural
- Préfecture de police (à Paris et notamment pour les « risques bâtiments »)
- SDIS (Service Départemental d'Incendie et Secours)
- DRIRE (Directions Régionales de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement)

- Établissement Public d'Aménagement en Ville Nouvelle, ou le syndicat intercommunal d'aménagement
- Direction Départementale de l'Agriculture et Service de la navigation
- L'Aménageur (ZAC, lotissement)
- Les Concessionnaires (Électricité, Gaz, Cie des Eaux, Assainissement, Téléphone, TV, câbles opérateur ...)
- Organismes nécessaires à la bonne réalisation du projet, y compris ceux liés à l'obtention de labels ou de certifications environnementales

Article 4 PIECES CONTRACTUELLES

Le présent marché de BET est composé de l'ensemble des pièces suivantes qui prévalent dans l'ordre ci-après par ordre de priorité décroissante :

- Acte d'engagement et annexe bordereau de prix renseignés par le BET (*unique pièce marché à signer*)
- Le présent CCAP et annexes éventuelles,
- Le(s) CCT spécifique(s) aux missions de BET et annexes éventuelles
- La note méthodologique (mémoire technique) présentée par l'opérateur économique pour la réalisation de sa mission
- Et de l'ensemble des documents imposés dans le cadre de l'opération.

En cas de contradiction entre les pièces seul l'article le plus contraignant techniquement et ou économiquement sera à retenir par le titulaire.

Article 5 MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION

En cours d'exécution du marché, un avenant peut être conclu entre les parties aux présentes, uniquement pour les motifs ci-dessous listés et selon les modalités ci-après indiquées.

5.1 LIMITES A LA CONCLUSION D'AVENANT

Aucune modification du présent marché ne peut intervenir sans la conclusion préalable d'un avenant, signé entre les parties.

En toutes hypothèses, les modifications apportées au présent marché ne peuvent avoir, ni pour objet ni pour effet, d'apporter des changements substantiels, susceptibles de remettre en cause les conditions de passation du présent marché.

L'impact financier de l'ensemble des avenants susceptibles d'être conclus, pendant toute la durée du marché, ne saurait entraîner une augmentation du prix initial qui serait supérieur à 15% (sauf exceptions prévues au Code de la commande publique), étant inclus dans ce calcul le montant des variations éventuelles du prix du marché.

5.2 CHANGEMENT DE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

Le TITULAIRE du présent marché, soumissionnaire unique ou membre d'un groupement d'entreprises, tel qu'il a été désigné aux termes de la consultation relative à la passation du présent marché, est tenu d'exécuter ses obligations contractuelles jusqu'au terme du contrat ou jusqu'à ce que ce dernier soit résilié.

A ce titre, aucune substitution du TITULAIRE, ou d'un membre du groupement dont le TITULAIRE est mandataire, ne peut intervenir pendant toute la durée d'exécution du marché.

A titre exceptionnel, le MAÎTRE D'OUVRAGE est susceptible d'accepter un changement de TITULAIRE, notamment pour les deux hypothèses ci-dessous décrites.

5.2.1. Cession du patrimoine du TITULAIRE.

Dans l'hypothèse où le TITULAIRE entend céder totalement ou partiellement les droits et obligations qui résultent du présent marché, suite à une transmission partielle ou totale de son patrimoine, un avenant peut être envisagé avec le MAÎTRE D'OUVRAGE.

En ce cas, et préalablement à toute cession des droits et obligations issus du présent marché, le TITULAIRE sollicite l'avis du MAÎTRE D'OUVRAGE par un courrier écrit envoyé avec accusé de réception au moins 15 jours calendaires avant la cession de patrimoine envisagée.

Ce courrier indique l'identité du cessionnaire accompagné d'un extrait Kbis, la date envisagée pour la cession de patrimoine, comporte un décompte financier des prestations ayant été exécutées au titre du marché, et est accompagné des pièces permettant d'apprécier les capacités techniques, professionnelles et financières du cessionnaire, telles qu'elles ont été exigées du TITULAIRE lors de la consultation afférente au présent marché.

En cas d'acceptation de la cession par le MAÎTRE D'OUVRAGE, un avenant au marché est passé avec le cessionnaire. Le TITULAIRE initial est libéré de ses engagements contractuels.

En cas de refus du MAÎTRE D'OUVRAGE, le marché peut être résilié, sans que le TITULAIRE ne puisse élever une quelconque réclamation.

5.2.2. Impossibilité définitive de poursuivre l'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le TITULAIRE du marché, ou l'un des membres du groupement d'entreprises dont il est le mandataire, se retrouve dans l'impossibilité objective de poursuivre l'exécution du marché, un avenant est susceptible d'être conclu avec le MAÎTRE D'OUVRAGE soit pour remplacer le TITULAIRE, soit, dans l'hypothèse d'un groupement d'entreprises, pour transférer les obligations du membre défaillant à un autre membre du groupement, pour lui substituer une autre société, ou encore pour substituer au membre défaillant une société tierce en tant que sous-traitant d'un des membres du groupement.

Il est à noter que l'impossibilité de poursuivre l'exécution du marché s'entend ici d'une circonstance indépendante de la volonté de l'ensemble des parties, telle que la liquidation judiciaire par exemple.

Un avenant de transfert partiel ou total du marché peut alors être conclu selon les modalités indiquées à l'article précédent du présent CCAP.

5.3 ADAPTATION DU MARCHE AUX EVOLUTIONS DES BESOINS DU MAITRE D'OUVRAGE

Lorsque des adaptations au présent marché sont rendues strictement nécessaires pour son exécution, un avenant doit être conclu entre les parties.

Ces adaptations peuvent notamment porter sur les points suivants :

- Retrait de prestations initialement prévues au marché et devenues sans objet
- Ajout de quantités supplémentaires de prestations ou de fournitures initialement prévues au marché
- Adaptation à la marge des modalités d'intervention contractuelles du TITULAIRE (horaires, délais d'exécution, intervention des équipes dédiées etc.)
- Ajout de prestations non prévue au présent marché
- Une augmentation significative du coût des matériaux

Les modifications ci-dessus listées restent limitées dans les conditions prévues au présent CCAP.

5.4 IMPRÉVISION

Au cas où un événement imprévisible et extérieur à la Partie qui l'invoque, entraîne un bouleversement de l'équilibre économique du Marché, ou aura nécessairement pour effet d'entraîner un bouleversement de l'équilibre économique du Marché, le Titulaire, qui doit poursuivre l'exécution de ses obligations, peut proposer au MAÎTRE D'OUVRAGE les mesures strictement nécessaires pour permettre la poursuite du Marché. Le MAÎTRE D'OUVRAGE notifie sa décision concernant de telles propositions dans le délai de deux (2) mois à compter de leur réception.

Pour les besoins du présent article, le seuil de bouleversement de l'équilibre économique du Marché s'entend des cas où l'impact financier d'un ou plusieurs événements rentrant dans le champ du présent article met en péril, ou est de nature à mettre en péril de manière certaine, la viabilité même de la poursuite de l'exécution du Marché par le Titulaire.

En cas de bouleversement de l'équilibre économique du Marché au sens de l'alinéa précédent et résultant d'un événement imprévisible à la Date d'entrée en vigueur et extérieur aux Parties, d'une durée prévisible supérieure à douze (12) mois, la résiliation du Marché peut être prononcée par le MAÎTRE D'OUVRAGE.

5.5 CLAUSE DE REEXAMEN

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au MAÎTRE D'OUVRAGE d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

Article 6 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

Les délais des diverses missions seront fixés dans l'acte d'engagement.

La durée prévisionnelle d'exécution du marché est précisée à l'acte d'engagement.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du marché.

Leur respect constitue l'une des obligations essentielles du BET.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI

Article 7 PRIX

7.1 FORME ET CARACTERISTIQUES DES PRIX

Les prix du présent marché sont établis hors TVA. Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont fermes, globale et forfaitaire non révisable tous frais compris pour l'ensemble de ses missions.

Le prix du présent marché inclut la cession de tous les droits d'exploitation concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître de l'ouvrage et du titulaire du présent marché conformément à l'article 17.1 du présent CCAP.

7.2 REMUNERATION

La rémunération est fixée à l'article « Prix » de l'acte d'engagement.

7.3 MOIS D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHE

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois précédant la date de remise des offres.

Article 8 OBJET DU PRESENT CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet de définir l'ensemble des obligations du ou des Bureaux d'Études Technique.

Les BET s'obligent à respecter les missions définies dans les CCT confiées à chacun des intervenants afin de garantir une parfaite coordination avec l'ensemble des titulaires du présent Contrat-cadre.

Le MOA désignant directement (sauf cas particuliers) les différents bureaux d'études (Structure, acoustique, Thermique et Fluides, VRD, Cuisine, etc...), les TITULAIRES s'engagent à prendre en considération ces études pour le bon déroulement de l'opération.

Les bureaux d'études fourniront leurs prestations selon un calendrier défini avec le MOA et la Maitrise d'Œuvre afin que ces études soient prises en considération.

Dans le cas où ces études ne seraient pas remises dans les délais attendus, les TITULAIRES alerteront le MOA pour action de redressement, à défaut seuls les TITULAIRES seront responsables de tout manquement.

Le présent CCAP et ses annexes devront être connus et acceptés par l'ensemble des parties sans apporter de modification unilatérale.

Aucune limite de prestation entre chaque mission ne pourra intervenir sans l'accord express du Maitre d'Ouvrage. En l'absence d'accord express du Maitre d'Ouvrage sous 10 jours, toute demande sera considérée comme caduc, sans autre formalité.

8.1 MISSIONS GENERALES ET ENGAGEMENTS

8.1.1. Missions du Bureau d'Étude Technique

En complément du présent CCAP les CCT spécifiques précisent les spécialités que le MAITRE DE L'OUVRAGE confie au BET et détermine le découpage des missions, options et prestations supplémentaires éventuelles.

Le BET accomplit ses missions à partir du programme demandé, et en conformité avec les objectifs fixés par le MAITRE DE L'OUVRAGE selon le BON DE COMMANDE en matière notamment de coûts, de qualité, de performance et de délais.

Au titre de ses différentes missions qui lui sont confiées, le BET est titulaire d'une obligation de moyens renforcée.

Il s'engage à respecter, et ce tout au long de l'exécution du présent marché, l'ensemble de la réglementation applicable aux différentes obligations visant l'opération en cause.

Le BET reprend à son compte, les documents qui lui sont remis par le MAITRE DE L'OUVRAGE et le MAITRE D'ŒUVRE directement ou non. Tout autre provenance devra être dénoncée par le BET.

Chaque mission permet au MAITRE DE L'OUVRAGE d'aboutir à un résultat précis qui est le fait générateur de sa rémunération. Le taux de la rémunération est défini dans la grille des honoraires du présent marché.

Le BET mène l'ensemble de sa mission de conception et d'exécution en collaboration avec l'ensemble des intervenants de l'opération cité dans le présent CCAP.

Il respecte et intègre l'ensemble des prescriptions et avis et veille à leur application dans la réalisation de l'ouvrage. Il est chargé de lever les non-conformités et avis suspendus dénoncés sur l'ensemble des pièces graphiques, numériques et documents de l'opération.

8.1.2. Assistance aux pièces type du MOA

Dans le cadre du présent marché le BET participera à l'établissement et à l'actualisation des documents généraux du Maitre d'ouvrage qui serviront d'engagements contractuel.

8.1.2.1. Mémoire Technique

Le BET participera à l'établissement et à l'actualisation du mémoire technique générale et aux actualisations des cahiers des charges spécifique permettant au MOA de répondre aux concours et appels d'offres.

8.1.2.2. CCTP Type

Le BET participera annuellement aux actualisations des CCTP type remis par le MOA en vue de mutualiser et sécuriser l'organisation documentaire.

A chaque manquement ou réserve constaté par le BET lors des phases d'AO, MARCHE et PRODUCTIONS le BET proposera au MOA l'actualisation nécessaire pour avis et mise à jour.

L'Edition annuel sera actualisée par le BET durant l'année sur le principe d'une version Année+1 à finaliser pour le mois 12 de l'année en cours

Le BET assurera en coordination avec les autres BET la prise en compte des évolutions réglementaires et labels récurrent attendus par le MOA

Le BET participera si nécessaire aux évolutions des Cahiers des Charges des ESH et COOP du Groupe ARCADE Promotion.

8.1.3. Assistance à Maitrise d'ouvrage

Assistance Administrative et technique en début de projet ou d'opération (phase amont).

L'assistance a pour objet en phase amont, de :

- Proposer un cadre de mise en œuvre opérationnel à partir :
- d'une réflexion fondée sur le contexte du projet.
- d'une réflexion basée sur le projet.
- d'une réflexion partagée avec l'étude et la confrontation de références.
- de modes de financements et de partenaires pouvant intervenir sur ce type de projet.
- permettre de préciser le contenu du projet tous domaines confondus.
- de permettre de définir le mode de fonctionnement en fonction du contenu.
- de permettre d'organiser les opérations

8.1.4. Diagnostic

Pour les opérations de réhabilitation, de restructuration ou de rénovation, l'élément de mission « diagnostic » remplace les esquisses d'études pendant la phase de l'APS. Mais, au contraire de cette dernière, le diagnostic fait partie de la mission de base.

Le coefficient de complexité sera alors à valoriser à l'établissement du Bon de Commande dans son contenu et sa rémunération.

Afin que soit établi un bon état des lieux, le maître de l'ouvrage remettra au titulaire de la mission « diagnostic » les renseignements en sa possession, dont, en particulier, toute expertise technique réalisée par les professionnels compétents. Il pourra, notamment, solliciter l'intervention d'un bureau de contrôle technique pour valider des hypothèses de solidité de l'ouvrage à retenir. Œuvrant ainsi, il facilitera l'élaboration ultérieure du projet.

Le maître de l'ouvrage assurera la fourniture :

- Un relevé géomètre
- Des études de sol menées en adéquation avec la nature de l'ouvrage visant la qualité du sol et du sous-sol, nature, portance, contraintes admissibles, tassements différentiels.
- Les diagnostics de pollution (Amiante / Plomb / Sol ...)

En contrepartie, la BET doit proposer un programme exprimé sous forme de schéma ou d'organigramme d'utilisation de l'ouvrage visant, eu égard à l'état des lieux qu'il établit et au programme général provenant de la maîtrise d'ouvrage, à organiser les fonctions que peut remplir l'ouvrage réutilisé.

Les études proposées par le BET en cours ou à l'issue du diagnostic doivent avoir pour objet l'éclairage de points précis permettant d'appréhender des informations nécessaires à l'établissement des phases suivantes d'étude.

Le BET préconise, éventuellement si nécessaire, des études complémentaires d'investigation des existants en apportant au MOA les justifications adaptées.

8.1.5. Assistance Administrative en phase consultation entreprises

L'assistance a pour objet de :

- Préparer un dossier constitué des pièces administratives permettant de consulter des entreprises
 - dans le cadre d'un marché (MAPA, MBC, AO, ...)
 - Etablir un rapport d'analyse des propositions d'entreprises, obtenues.
- Procéder à la vérification de la conformité technique des réponses aux documents de la consultation ; analyser les méthodes ou solutions techniques et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues.
- Procéder à la vérification de la conformité financière des offres avec le coût prévisionnel des travaux.

- Le cas échéant, réponses aux questions posées par les entreprises suivant les modalités définies avec le maître d'ouvrage

8.1.6. Assistance technique et administrative en phase d'exécution

L'assistance a pour objet de :

- s'assurer que les documents d'exécution (plans et documents) établis par les entreprises, ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les documents de conception es ouvrages
- s'assurer de la synthèse des plans et documents d'études.
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de Travaux
- .établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que
- procéder aux constats contradictoires.
- informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables.

8.1.7. Modalités d'établissement des documents graphiques

Les études seront menées conformément aux normes, réglementations et législations en vigueur.

Le BET établit l'ensemble des documents graphiques faisant références aux niveaux topographiques à partir des côtes « Niveau Général Français » (NGF).

L'ensemble des documents seront à fournir au format natif numérique et PDF.

Dans le cas où l'opération est déclarée en BIM, le BET se réfère aux modalités graphiques précisées dans les cahiers des charges BIM du maître d'ouvrage.

8.1.8. Plateforme collaborative

Le Maître d'ouvrage demande que l'ensemble des intervenants travail avec la plateforme collaborative du MOA afin de faciliter les échanges, que l'opération soit initiée en BIM ou NON, le travail collaboratif de Niveau 2 est systématique.

Le BET, remet l'ensemble des documents sur la plateforme numérique dédiée et à chaque dépôt la liste des pièces actualisées pour historiser les productions documentaires.

Le BET respectera strictement les prescriptions d'utilisation et d'exploitation de la plateforme décrites dans les cahiers des charges du maître d'ouvrage.

8.1.9. Dématérialisation des réserves

Le Maître d'ouvrage informe l'ensemble des intervenants que la gestion des réserves sera dématérialisée avec le logiciel retenu par le marché à bon de commande du Maître de l'Ouvrage.

L'utilisation de l'application KALITI sera déployée à la délivrance de l'ordre de service de démarrage des travaux afin de structurer la gestion des réserves des phases suivantes.

8.1.10. Options

Le BET intégrera en complément des missions de base, les options de base décrite dans le présent CCAP et les options spécifiques définies selon les termes du CCT.

Les options ont pour objet de définir les niveaux des missions les rendant spécifiques et permettra au MOA d'identifier les surcouts d'ingénierie et contraintes de délais entre base et options.

Exemple : La mission de base thermique (TH) est conforme à la réglementation = RT2012 et l'option spécifique du CCT TH-FLUID précisera le niveau de performance d'amélioration attendu de -20% permettant ainsi de mesurer les écarts

Le MOA pourra également cumuler plusieurs options sur une mission de base, pour être imposé dans les consultations d'entreprise et ainsi répondre aux options obligatoires.

Le MOA précisera la ou les options retenues pour chaque Bon de commande émis en reprenant les valeurs du marché arrêté entre les parties.

8.1.10.1. Certification Environnementale

Conformément aux choix qui seraient adoptés par le MAITRE DE L'OUVRAGE dans les CCT de l'opération, le présent CCAP comprendra une mission d'organisation environnementale.

Dans le cas d'opération de construction relevant d'une certification environnementale décidée par le MAITRE DE L'OUVRAGE ou sollicitée par la collectivité, le BET prend nécessairement en compte, tant dans sa mission de conception que dans celle d'exécution, l'engagement environnemental retenu par le MAITRE DE L'OUVRAGE et la collectivité locale pour le projet.

Le BET transmet, lors de la remise du dossier d'études d'avant-projet sommaire, une notice descriptive sur les équipements préconisés en matière de traitement environnemental. Cette note est établie suivant le canevas de la notice « CERQUAL » pour une certification, ou de tout autre notice pour un label. Elle doit permettre la cotation du bâtiment projeté.

Le MAITRE D'ŒUVRE tiendra obligatoirement compte des remarques suscitées par ces cotations et adapter son projet afin que la certification ou le label voulu par le MAITRE DE L'OUVRAGE soit obtenu.

Le MAITRE D'ŒUVRE étant tenu d'établir un projet aboutissant à l'obtention de la certification ou label : s'agissant de la délivrance de cette certification ou de ce label, il est titulaire d'une obligation de résultat, à cet effet le BET devra lui remettre tous les éléments lui permettant d'obtenir ce résultat. A défaut, les pénalités prévues à l'article du présent CCAP pourront lui être appliquées par le MAITRE DE L'OUVRAGE.

8.1.11. PSE

Le MAITRE D'OUVRAGE propose que le BET réalise des Prestations Supplémentaires Éventuelles, dénommées « PSE », afin de réaliser des missions techniques spécifiques.

Les PSE sont des Prestations Supplémentaires Éventuelles qui peuvent s'ajouter à l'offre de base et sur les options, contrairement aux options acceptées qui se complète à l'offre de base.

Exemple le BET TH-FLUID : peut proposer de réaliser en PSE l'étude du bassin de rétention de l'opération, mission de base comprise dans CCT VRD

Le MOA se réserve le droit de retenir ou non les PSE mais ces dernières doivent respecter deux conditions cumulatives :

- Les PSE doivent être en rapport direct avec l'objet du marché et compétences du BET
- La PSE définira avec précision leurs spécifications techniques

Réception des phases du logement témoin,

- Visites cloisons avec les clients,
- OPR/Réception
- Livraison,
- L+30,
- GPA.

Celui-ci respectera le cahier des charges des droits d'accès et conditions d'utilisation du logiciel, seul le MOA générera les droits d'accès au logiciel KALITI.

Le présent logiciel est préfinancé par le MOA afin de garantir son déploiement depuis l'OS jusqu'à la fin de GPA.

Dans le cas où le titulaire ou l'un de ses intervenants n'utiliserait pas cet outil de gestion dématérialisée mis à disposition, il en assumera pleinement les conséquences décrites à l'article PENALITES du présent CCAP.

Le matériel nécessaire pour utiliser l'application KALITI restera à la charge de chaque partie.

Des formations d'utilisation et d'accompagnement au déploiement du numérique sur chaque opération seront réalisés et prises en charge par le MOA, à cet effet le BET devra être obligatoirement présent.

Les données enregistrées dans l'outil de dématérialisation des réserves resteront la propriété du MOA et de ses ayants droits depuis l'ordre de service jusqu'à la fin de GPA et ou des expertises en cas de sinistre et de contentieux.

8.2 BUDGET

8.2.1. Budget prévisionnel du coût de construction

Le MAITRE DE L'OUVRAGE détermine un budget prévisionnel plafond de l'opération. Ce budget affecté aux services et travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme défini.

Dans le respect du budget plafond fixé par le maître d'ouvrage, les BET s'engagent sur un coût prévisionnel des services et travaux selon les lots de travaux concernés par leurs missions spécifiques.

Les budgets arrêtés par lots seront arrêtés au plus tard à la fin de phase de l'APS.

Le respect du budget plafond objectif, proposé et optimisé par le BET et validé par le Maître d'Ouvrage, fait partie des obligations essentielles du BET.

À l'issue de la consultation des entreprises, le montant des marchés des lots concernés devra être inférieur ou égal à ce coût d'objectif.

En cas de dépassement du coût objectif du budget alloué, le BET reprendra, et ce à ses frais exclusifs, l'ensemble de ses études jusqu'au respect du coût d'objectif global.

Tout dépassement du coût d'objectif, imputable à la mission concernée, constaté après reprises de ses études, pourra faire l'objet de l'application par le MAITRE DE L'OUVRAGE des pénalités précisées à l'article 13 du présent CCAP, un taux de tolérance sera appliqué selon les conditions décrites.

8.2.2. Taux de tolérance

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de :

- 1 % est arrêté dans le coût prévisionnel de l'opération pour les travaux neufs
- 5 % est arrêté dans le coût prévisionnel de l'opération pour les travaux de réhabilitation/rénovation

8.2.3. Seuil de tolérance

Le respect de l'engagement du BET est contrôlé à l'issue de la consultation des entreprises de travaux, avec les seuils de tolérance maximum entre les coûts prévisionnels des budgets plafonds définitifs validés par le maître d'ouvrage et le coût total des marchés de travaux.

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux tel que défini ci-dessus, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 7.1.

En cas de dépassement du seuil de tolérance, le BET adapte ou reprend ses études, sans rémunération supplémentaire, dans un délai fixé d'un commun accord avec le MOA par écrit et, à défaut qui ne peut dépasser deux semaines, selon l'importance des modifications. Si ce délai n'est pas respecté, une pénalité forfaitaire sera calculée selon l'article « PENALITE POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE DU COUT DE REALISATION DES TRAVAUX ».

Les pénalités seront applicables sans mise en demeure préalable le 1er jour ouvrable de la semaine suivant l'expiration du délai.

Il est entendu que la notion de seuil de tolérance n'a d'incidence que sur l'application des pénalités en cas de dépassement. En aucun cas il ne doit s'apprécier comme une autorisation de dépassement de l'enveloppe affectée aux travaux fixée dans l'acte d'engagement.

Article 9 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

9.1 CARACTERE ET CONTENU DE LA REMUNERATION

Le prix du marché est réputé intégrer l'ensemble des honoraires et frais relatifs aux missions attendues et notamment compris l'intervention des sous-traitants et cotraitants éventuels et des PSE attendues.

Le BET reçoit une rémunération. Le montant de la rémunération est fixé dans le cadre des honoraires des missions par type de produit et selon leur taille financière.

L'acte d'engagement (AE) précisera le montants HT de l'opération, par mission, option et PSE.

En cas d'opération mixte (locative et accession), l'option accession sera à valoriser et à intégrer dans l'acte d'engagement.

Les paiements sont strictement liés aux résultats atteints et correspondent aux faits générateurs des étapes de chaque mission.

Le BET renonce à toute rémunération supplémentaire en cas de prolongation des délais.

La rémunération du BET tient, le cas échéant, compte, dans les conditions définies au CCT, de tous frais de gestion supplémentaires issus des travaux d'amélioration souhaités par le MAITRE DE L'OUVRAGE et/ou les gestionnaires.

9.1.1. Décomposition de la rémunération par tranches

La décomposition des rémunérations des missions du BET sont réparties par tranches conformément aux tableaux ci-dessous.

Cette décomposition intégrera les éventuelles Options et PSE, et coefficient de complexité.

En cas d'option, les modalités de rémunération seront définies dans l'acte d'engagement.

TRANCHE FERME = PHASE CONCEPTION	REMUNERATION
L'actualisation des DOC du MOA	0%
Études d'esquisse ou de diagnostic (ESQ ou DIAG)	5%
Études d'avant-projet (AVP)	25 %
Études de projet (PRO)	20 %
Dossier de consultation des entreprises (DCE)	35 %
Dossier marché (DM)	10 %
Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)	5 %

TRANCHE CONDITIONELLE = PHASE REALISATION	REMUNERATION
Visa des études d'exécution (lots TECHNIQUES)	65%
Assistance pour la réception et le parfait achèvement (AOR)	15%
Gestion des réserves de réception et des quitus (lots TECHNIQUES)	5%
Control des Dossier des Ouvrages Exécutés (lots TECHNIQUES)	10%
Assistance GPA (lots TECHNIQUES)	5%

En cas de résiliation du marché, seuls les éléments de mission complètement réalisés conforme sans réserve et remis à l'ensemble des intervenants et au maître d'ouvrage sont rémunérés.

9.1.2. Conditions de paiements

Le BET reçoit sa rémunération par virement bancaire à échéance de 45 jours en fin de mois sur présentation au MAITRE DE L'OUVRAGE d'un état d'honoraires approuvé par celui-ci.

En cas de modalités particulières, l'acte d'engagement définira tout autre mode de règlement, comme les avances financières, les échéanciers aménagés, les délais de mise en règlement spécifique, etc...

9.1.3. Faits générateurs de paiement

Conformément au présent CCAP et aux CCT les faits générateurs des règlements sont identifiés selon les phases d'avancement des missions réalisées et des livrables attendus.

9.1.3.1. Acompte Offre de BASE

Les règlements sont versés, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite des faits générateurs (livrables) décrit dans chaque CCT correspondant au type de mission confié.

9.1.3.2. Acompte OPTION

Les règlements des options en supplément du marché de base sont versés, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite des faits générateurs de paiement.

9.1.3.3. Acompte PSE

Les faits générateurs de paiement relatifs à ces prestations complémentaires, sont identique aux règlements d'acompte des OPTIONS.

9.1.4. Solde du DGD

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le BET adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Le Décompte Général devient Définitif « DGD », si les missions attendues ont été parfaitement réalisées et les objectifs atteints, après acceptation par le maître d'ouvrage de la bonne tenue de ces engagements alors le projet de DGD deviendra définitif dans un délai de 30 jour calendaire à compter de la réception du décompte.

Dans le cas où la proposition de DGD ne serait pas acceptable le Maître d'Ouvrage lui signifiera dans le délai de 30 jours.

Le solde sera payé au BET dans les 30 jours de la réception du DGD par le maître d'ouvrage, sous réserve qu'il soit conforme aux dispositions du présent marché et validé.

Si à l'issue d'un délai de 15 mois suivant la date de la déclaration réglementaire d'achèvement des travaux, le certificat de conformité n'a pas été délivré, la maîtrise d'œuvre pourra obtenir le paiement du solde de ses honoraires à la condition d'apporter au maître d'ouvrage la justification que la non-obtention dudit certificat ne trouve ni sa cause ni son origine dans les conditions d'exécution de ses missions de conception et de surveillance des travaux.

Article 10 CONVENTION DE COMPTE-COURANT

Il est expressément convenu entre les Parties qu'il sera fait masse dans un compte courant unique et indivisible de toutes les créances et dettes nées à l'occasion de l'exécution des prestations réalisées par un titulaire du présent marché.

En cas de défaillance du titulaire pour dissolution, liquidation amiable, redressement ou liquidation judiciaire, l'arrêté des comptes n'interviendra qu'après l'arrêt définitif du présent marché et de l'ensemble des marchés passées sur son fondement.

Le solde de ce compte courant ne sera exigible qu'à l'issue de cet arrêté des comptes.

Le titulaire s'engage à rendre opposable à tout ayant droit (cessionnaire de créance, repreneur, sous-traitant, fournisseur titulaire d'une clause de réserve de propriété ou tout autre ayant droit) les dispositions du présent marché et celles du présent article.

Article 11 RESPONSABILITES

Le BET assume les risques et les responsabilités découlant des lois, règlements et normes qui lui sont applicables, notamment les responsabilités et garanties édictées en France notamment aux articles 1147, 1382 et suivants, et 1792 et suivants du Code civil, et sans que cette liste ne soit limitative.

Le BET est responsable des manquements à son devoir de conseil y compris en ce qui concerne le choix des intervenants et l'exploitation des renseignements qui lui seraient transmis par le MAITRE DE L'OUVRAGE.

Le BET est responsable du respect des normes et règlement de construction fixés par décrets, arrêtés ou circulaires à la date du dépôt du Permis de Construire. En cours d'exécution des travaux, le BET a la responsabilité de faire respecter la conformité des travaux avec les documents contractuels, marché, le permis de construire (et ses modificatifs éventuels) et toute réglementation en matière de construction, notamment en matière d'isolation thermique et acoustique, de sorte qu'aucune contestation ne puisse s'élever a posteriori.

Le BET informe le MAITRE DE L'OUVRAGE des nouvelles réglementations fixées par décrets, arrêtés ou circulaires susceptibles d'être appliquées en cours de réalisation du Projet et réalise toutes les adaptations nécessaires dans les pièces type du MAITRE DE L'OUVRAGE comme les CCTP, notices, mémoires technique ...

Le CCT précisera selon le type de missions à réaliser la définition des attentes spécifiques.

Le BET s'engage à ne préconiser que des procédés ou méthodologies de technique courante et/ou des matériaux traditionnels.

Par travaux de technique courante, il faut entendre ceux dont la réalisation est prévue avec des matériaux et suivant des procédés traditionnels ou normalisés et conformes aux normes françaises homologuées, visées aux marchés, aux règles de calcul et cahiers des charges D.T.U. (Documents Techniques Unifiés), aux cahiers des charges et/ou règles établies par les organismes professionnels.

Au cas où le BET déciderait la préconisation de procédés ou de méthodologies de technique non courante et/ou l'utilisation de matériaux non traditionnels, il s'engage à en informer préalablement le MAITRE DE L'OUVRAGE et le MOE. A défaut, il sera responsable des conséquences qui pourraient en résulter pour le MAITRE DE L'OUVRAGE, notamment en matière de refus de garantie par l'assureur du MAITRE DE L'OUVRAGE, tant en "dommages-ouvrage", qu'en responsabilité civile décennale et hors décennale.

Aux termes de l'article 82 du RGPD, le BET est tenu pour responsable du dommage causé par le traitement des données dès lors qu'il n'a pas respecté les obligations prévues dans la clause type intermédiaire avec annexe sous-traitant de catégorie 2 ou qu'il a agi en-dehors des instructions du MAITRE DE L'OUVRAGE.

Article 12 ASSURANCES

Le BET (et ses éventuels sous-traitants) est titulaire des polices d'assurance le garantissant (et s'appliquant y compris du fait de ses sous-traitants) des risques inhérents à l'exercice de sa profession et s'appliquant à la mission qui lui est confiée au titre du présent marché. Ses polices d'assurances couvrent notamment :

- La Responsabilité Civile Décennale du BET au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4-1 du Code civil conformément à l'article L.241-1 du Code des assurances et aux clauses types prévues à l'Annexe 1 de l'article A.243-1 du Code des assurances, et
- Toutes les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile incombant au BET et notamment la Responsabilité Civile Professionnelle et/ou Contractuelle et/ou Délictuelle en raison de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs et/ou non consécutifs à des dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers (y compris notamment le MAITRE DE L'OUVRAGE) et ce, de façon conforme aux dispositions de la loi n°2003-706 du 1er août 2003.

Le BET devra souscrire auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable.

12.1 RISQUES DE RESPONSABILITE DECENNALE

S'agissant de ces risques, le BET souscrit une police destinée à garantir les dommages de nature décennale à concurrence du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le MAITRE DE L'OUVRAGE à la suite d'un sinistre.

Le BET devra donc fournir une attestation d'assurance conforme aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'assurance obligatoire dans le domaine de la construction (Articles L241-1, L 243-1-1, L 243-9 et Article A 243-1 Annexe 1 du Code des Assurances, tel qu'il résulte de l'arrêté du 19 novembre 2009) précisant les activités (ou missions) garanties et valide à la date de signature du présent marché (s'il est signé avant la Déclaration d'Ouverture de Chantier) et/ou valide à la Déclaration d'Ouverture de Chantier.

Pour le cas où le seuil des opérations de construction assurées automatiquement ne serait pas indiqué dans l'attestation d'assurance RC Décennale annuelle fournie et/ou serait insuffisant, il conviendra de fournir une attestation d'assurance RC Décennale "nominative de chantier" valable à la date de déclaration d'ouverture du chantier, mentionnant au minimum, les indications suivantes :

- L'identité de la compagnie d'assurances,
- Les numéros, type et date d'effet du contrat,
- Les garanties accordées et leur montant,
- Les qualifications ou activités ou la nature des travaux garantis,
- La conformité avec les textes visés ci-dessus,
- Les références du chantier,
- Le montant global de l'opération HT et TTC

12.2 RISQUES DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Pour ses risques, le BET souscrit une police destinée à couvrir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité, à raison de tous les dommages corporels matériels et immatériels consécutifs ou non causés aux tiers.

Le BET devra fournir une attestation d'assurance, valide pour l'année en cours et renouvelée par année calendaire, jusqu'à l'obtention de l'attestation de non-contestation de la conformité.

12.3 DISPOSITIONS COMMUNES

Chaque Partie supportera les primes (et surprimes éventuelles) d'assurances afférentes à ses propres polices. Tout complément de primes et/ou de surprime qui sera appliqué à l'intérieur des polices souscrites par le MAITRE DE L'OUVRAGE, notamment par suite d'insuffisance de garanties d'assurances du BET, restera à la charge de ce dernier.

Le BET s'engage à couvrir toutes les missions de base, options et PSE que le Maître d'Ouvrage souhaite lui confier

Le MAITRE DE L'OUVRAGE pourra demander au BET à tout moment le justificatif du paiement de ses primes d'assurance et du paiement des primes d'assurances par ses sous-traitants.

Le MAITRE DE L'OUVRAGE se réserve le droit de retenir toute ou partie de la rémunération du BET si celui-ci ne produit pas les attestations et/ou justificatifs correspondants.

Le BET s'engage à notifier au MAITRE DE L'OUVRAGE tout changement concernant ses contrats d'assurance (changement d'assureur, nature et montants des garanties, franchises, etc.) ainsi que tout fait de nature à entraîner la suspension ou la résiliation de ses différentes polices.

Le BET s'engage également à déclarer à ses assureurs, dans les délais requis, tous événements ou réclamations susceptibles d'entraîner l'application de ses polices d'assurance.

Le respect par le BET des obligations visées au présent article constitue une condition substantielle et déterminante de l'engagement du MAITRE DE L'OUVRAGE aux termes du présent marché.

Le BET joint, au dossier de recollement, une attestation dressée par sa compagnie d'assurance prouvant la déclaration de la totalité des travaux réalisés, y compris toute mise en conformité.

Article 13 DÉFAILLANCE DU BET

Dans le cas où le BET ne mènerait pas, pour quelque cause que ce soit, sa mission à son aboutissement, et ce quel que soit le stade de la mission concernée, il accepte que celle-ci soit achevée par tout homme de l'art désigné par le MAITRE DE L'OUVRAGE, sans pouvoir se prévaloir de droits au titre de la propriété artistique et intellectuelle, en ce qui concerne les études, calculs, diagnostique, plans et les dessins exécutés dans le cadre des missions fixées par le MAITRE DE L'OUVRAGE.

Dans le cas où cette interruption de la mission du BET serait imputable à son fait ou à sa faute, le BET sera responsable vis à vis du MAITRE DE L'OUVRAGE du préjudice causé.

Article 14 PENALITES

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le BET peut se voir appliquer par le MAITRE DE L'OUVRAGE les pénalités HT ci-après.

Dans le cadre d'une opération en locatif aidé, et conformément à l'article 30 du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993, le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder 15% du montant de la rémunération de la mission correspondante.

14.1 PENALITE POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS

Le BET qui ne respecte pas le délai de 15 jours pour la remise au MAITRE DE L'OUVRAGE des documents attendus conformément au planning joint au bon de commande, peut se voir appliquer une pénalité de 150 euros HT par jour ouvré de retard.

14.2 PERFORMANCES DE L'OPERATION

Si une erreur, une omission ou une imprécision dans la conception de l'ouvrage conduit au refus de délivrance de financements complémentaires liés aux caractéristiques techniques de l'opération, le BET peut se voir appliquer une pénalité d'un taux égal à la réduction constatée du financement, portant sur la rémunération des éléments de mission APS et APD.F

14.3 PENALITE POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE DU BUDGET

Comme précisé à l'article du présent CCAP, le BET peut se voir appliquer une pénalité cumulaire et calculée comme suit :

$$\text{Pénalité} = X\% \times (\text{coût d'objectif} - \text{résultat de la consultation minoré du taux de tolérance})$$

Où X égal taux de tolérance défini à l'article « Budget prévisionnel du coût de construction ».

14.4 PENALITE POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE DU COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Comme précisé à l'article du présent CCAP, le BET pourront se voir appliquer une pénalité cumulable et calculée comme suit :

$$\text{Pénalité} = X\% \times (\text{coût d'objectif} - \text{résultat de la consultation minoré du taux de tolérance})$$

Où X égal taux de tolérance défini à l'article « Budget prévisionnel du coût de construction ».

Le calcul du dérapage du coût de construction au-delà de la tolérance de 1% sera sanctionné par une réfaction de la rémunération dans la limite de 15%

14.5 PENALITE POUR RETARD DANS LA REMISE DU RAPPORT D'ANALYSE DES OFFRES

Le BET qui ne respecte pas le délai fixé dans le CCT pour la remise au MAITRE DE L'OUVRAGE du rapport d'analyse des offres ou selon le délai arrêté à la commission d'appel d'offres peut se voir appliquer une pénalité de 150 euros HT par jour ouvré de retard.

14.6 PENALITE POUR RETARD DANS LES DELAIS DE REALISATION DES ELEMENTS DE MISSIONS

Le BET et le MAITRE DE L'OUVRAGE arrêtent conjointement, au stade de la mise au point du présent marché, des délais de réalisation de chacune de ces missions, l'enclenchement de chaque mission devant faire l'objet d'une demande écrite du MAITRE DE L'OUVRAGE.

L'irrespect de ces délais par le BET pourra faire l'objet de l'application par le MAITRE DE L'OUVRAGE d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 0,05% du montant HT de ses honoraires par jours ouvrés de retard.

14.7 PENALITE GESTION DES RESERVES

Le BET qui ne respecte pas le déploiement de la dématérialisation des réserves, mis à disposition par le Maître d'Ouvrage, se verra passible des pénalités d'un montant forfaitaire par réserve non levée dans le délai contractuel :

- 15,00 € HT/jour pour les OPR/Réception
- 30,00 € HT/Jour pour les livraisons,
- 50,00 € HT/jour pour les L+30, GPA.

14.8 PENALITE D.O.E.

Le BET qui ne respecte pas le délai de remise du Dossier des Ouvrages exécutés dument contrôle par ces soins se verra passible d'une pénalité d'un montant forfaitaire par jour :

- 100,00 € HT/Jour.

Article 15 OBLIGATIONS DIVERSES

Le BET s'engage à mentionner le nom du MAITRE DE L'OUVRAGE dans toutes représentations ou reproductions de son œuvre.

Le BET, par les présentes, garantit le MAITRE DE L'OUVRAGE contre tous recours intentés contre lui par le syndicat de la propriété artistique ou tous organismes similaires.

Article 16 SOUS-TRAITANCE

16.1 AGREMENT

Le BET qui entend recourir à la sous-traitance s'engage à faire accepter et à faire agréer les conditions de paiement de l'ensemble de ses sous-traitants par le MAITRE DE L'OUVRAGE avant toute intervention.

Conformément à la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le Maître d'œuvre s'interdit de sous-traiter la totalité des prestations qui lui sont confiées. Seule une partie de ses prestations le pourront, l'autorisation du MAITRE DE L'OUVRAGE constituant un préalable obligatoire.

Le BET qui entend sous-traiter une part de son marché s'engage à faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le MAITRE DE L'OUVRAGE.

La présentation de tout sous-traitant reprendra notamment :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées,

- Le nom, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant

L'ensemble des documents nécessaires aux fins de contrôle en amont de la loi sur le travail illégal, tels qu'ils sont énumérés aux articles D.8222-5 et D.8222-7 (dans l'hypothèse où le cocontractant est établi ou domicilié à l'étranger) du Code du Travail. Ces documents pourront consister notamment, dans le cadre de l'article D.8222-5 du Code du Travail, en une attestation de paiement des cotisations à l'ensemble des caisses de cotisation dont relève le titulaire datant de moins d'un an et un extrait Kbis. Ces documents devront être des originaux ou, à défaut, des copies certifiées conformes.

Si aucune convention de délégation de paiement n'est établie sur le fondement de l'article 1275 du code civil entre le MAITRE DE L'OUVRAGE, le BET et son sous-traitant, une caution sera exigée du MAITRE D'ŒUVRE conformément à l'article 14 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 précitée.

L'autorisation écrite du MAITRE DE L'OUVRAGE constitue, si elle est accordée, l'agrément du sous-traitant. Les clauses du présent CCAP deviennent alors intégralement applicables à l'Entreprise sous-traitante dans des conditions strictement identiques et sans possibilité de dérogation, pour quel que motif que ce soit.

Tout sous-traitant régulièrement accepté s'engage à transmettre dans les plus brefs délais ses certificats de qualification et ses attestations d'assurances au MAITRE DE L'OUVRAGE. A défaut de transmission de certificats, ou en cas de non-validité de ceux-ci, les surprimes exigées par les assureurs seront payées par le BET. Le BET n'étant pas en mesure de fournir cette couverture d'assurance ad-hoc, le MOA pourrait remettre en cause l'agrément du sous-traitant.

Tout manquement à une de ces obligations est susceptible d'entraîner l'annulation complète du marché à bons de commande ou la résiliation de son marché.

16.2 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS

Les sous-traitants devront impérativement être désignés 15 jours au minimum avant tout démarrage de mission. Ils devront être agréés avant toute intervention.

Dans le cas où le sous-traitant se verrait confier des missions numériques BIM, celui-ci serait soumis aux mêmes modalités administratives et techniques identifiées dans les cahiers des charges du maître d'ouvrage.

16.3 PAIEMENT DU SOUS-TRAITANT

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le Maître d'Ouvrage, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution, conformément à l'article n° 135 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Dans le cas échéant, le BET assure le paiement de sons sous-traitant pour la part du contrat-cadre dont il assure l'exécution.

Le BET qui confie à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé est tenu de lui délivrer une caution personnelle et solidaire ou une délégation de paiement dans les conditions définies à l'article 14 Loi n°75-1334 du 31 décembre 1975.

16.4 CONDUITE DE LA SOUS-TRAITANCE

Le BET ayant recours à la sous-traitance est réputé responsable de ses sous-traitants directs. Ceux-ci sont, le cas échéant, responsables de leurs propres sous-traitants.

Le BET ayant recours à la sous-traitance s'engage à s'acquitter des vérifications qui lui incombent au titre des articles D.8222-5 et D.8222-7 du code du travail à l'égard de ses propres sous-traitants. Tout manquement à cette obligation entraînera le retrait de l'agrément du sous-traitant concerné.

Article 17 VÉRIFICATION SEMESTRIELLE

Conformément aux articles L.8222-1 à L.8222-3, R.8222-1 et D.8222-5 du code du travail, le BET devra produire à la signature du présent contrat puis tous les 6 mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces et renseignements suivants :

Dans tous les cas, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.

1. Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a. Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b. Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c. Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d. Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.
2. Lorsque le BET embauche, pour l'exécution des prestations, des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail, une liste nominative PAPIER des salariés détachés à l'exécution des prestations objets des engagements ci-après précisés, précisant pour chacun :
- a. Sa date d'embauche,
 - b. Sa nationalité,
 - c. Le type et le numéro du titre valant autorisation de travail.

Article 18 SUBSTITUTION

Le BET ne pourra transférer tout ou partie de ses droits et obligations découlant du Contrat à un tiers sans l'accord écrit et préalable du MAITRE DE L'OUVRAGE.

En raison du caractère intuitu personae du marché, le MAITRE D'ŒUVRE s'engage également à informer le MAITRE DE L'OUVRAGE de tout événement qui pourrait entraîner chez lui tout changement de contrôle.

Article 19 PROPRIETE INTELLECTUELLE

On entend par œuvre (l' "Œuvre"), l'œuvre architecturale entendue physiquement qui serait éventuellement réalisée selon le programme général remis par le MAITRE DE L'OUVRAGE ainsi que les documents composant les études de conception, et plus généralement les études, les représentations graphiques, les plans, hypothèses de plans, maquettes, images de synthèse, ouvrages plastiques, dessins et modèles, qu'il s'agisse d'étapes intermédiaires ou de documents définitifs qui ont précédé et/ou permis son édification et toutes autres éventuelles créations réalisées dans le cadre du présent Contrat-cadre (ci-après les "Plans").

19.1 CESSION DES DROITS AU PROFIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE

19.1.1. Droits cédés

En tant que de besoin, le BET, qui en a la libre disposition et est dûment habilité pour ce faire, cède gratuitement et irrévocablement et à titre exclusif au MAITRE DE L'OUVRAGE, qui l'accepte, l'ensemble des droits patrimoniaux qu'il a sur l'Œuvre, les Plans et l'ensembles des datas, au fur et à mesure de leur création, en ce comprenant la totalité du droit de reproduction, du droit de représentation et du droit d'adaptation.

- Droit de reproduction : Cela inclut notamment le droit d'édifier l'Œuvre en un ou plusieurs exemplaires, de reproduire ou faire reproduire l'Œuvre en tout ou partie sur tous supports, par tous moyens connus ou inconnus à ce jour, sans limitation de tirage, et notamment sur des photographies, cartes postales, ouvrages d'imprimerie, maquettes, dessins à vocation promotionnelle, commerciale ou muséale et par tout mode de communication analogique ou numérique, support informatique, optique ou numérique, sur tout réseau en ligne ou de télécommunication, audiovisuel, multimédia.
- Droit de représentation : Cela inclut notamment le droit de communiquer l'Œuvre au public, en tout ou partie, par tous moyens connus ou inconnus à ce jour, et notamment par son exposition au public, par télédiffusion hertzienne ou numérique, par sa mise en ligne sur le réseau Internet, et plus généralement par tout mode de communication analogique ou numérique, support informatique, optique ou numérique, sur tout réseau en ligne ou de télécommunication, audiovisuel, multimédia.
- Droit d'adaptation : Cela permet au MAITRE DE L'OUVRAGE d'apporter à l'Œuvre les modifications et adaptations qu'il juge nécessaires – sous réserve du droit moral incessible et inaliénable du BET – notamment lorsque les modifications ou les adaptations du Projet sont rendues nécessaires par un changement d'organisation matérielle ou spatiale, un impératif technique ou des exigences économiques ou encore pour répondre aux besoins et attentes des utilisateurs.

19.1.2. Territoire - Durée

Les droits sont cédés pour le mode entier, pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle sur l'Œuvre

et les Plans et toute prolongation légale de cette durée.

19.1.3. Transmission des droits – Supports matériels

Le MAITRE DE L'OUVRAGE peut librement transmettre les droits visés ci-dessus à toute personne morale de son choix, par cession ou apport, sans autre formalité particulière.

Le BET s'engage par ailleurs à remettre au plus tard dans les 10 jours suivants la réception de la demande adressée par le MAITRE DE L'OUVRAGE une copie de l'original des Plans et de l'intégralité des supports matériels, afin le cas échéant, de permettre l'achèvement de l'Œuvre par un tiers, notamment en cas de résiliation anticipée du marché pour quelque cause que ce soit.

19.1.4. Substitution du MAITRE DE L'OUVRAGE – Cession de l'Ouvrage réalisé

En cas de substitution du MAITRE DE L'OUVRAGE par toute autre société quelle qu'elle soit ou de cession de l'Ouvrage réalisé, au profit d'un tiers, il est expressément convenu que les obligations pesant sur le BET demeureront en vigueur à l'égard de la société s'étant substituée au MAITRE DE L'OUVRAGE ou ayant acquis ledit ouvrage.

19.2 DROITS DU BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES

19.2.1. Droit au nom

Le MAITRE DE L'OUVRAGE fera ses meilleurs efforts pour faire figurer le nom du BET sur tous les Plans et supports représentant l'Œuvre dans la mesure où cela est matériellement possible.

19.2.2. Droits du BET et droit d'adaptation du MAITRE DE L'OUVRAGE

Le MAITRE DE L'OUVRAGE s'engage à apporter tous les soins au respect de l'intégrité de l'aspect visuel de l'Œuvre.

Compte tenu de la vocation utilitaire et/ou commerciale de l'Œuvre et des contraintes qui pourraient être imposées notamment par les autorités administratives au titre de la gestion de l'Œuvre, ou pour des raisons de vétusté, ou qui seraient notamment d'ordre technique, économique ou résultant des attentes des utilisateurs (par exemple, afin de tenir compte d'un changement de destination et/ou d'affectation), il est bien entendu que cette obligation n'est qu'une obligation de moyens.

Le BET accepte d'ores et déjà le principe de modifications, adaptations ou aménagements du Projet par tout prestataire du choix du MAITRE DE L'OUVRAGE qui pourront être apportés à l'Œuvre pris ensemble ou séparément ou à leur entourage immédiat et notamment par la construction d'autres ouvrages à proximité, étant toutefois précisé que le MAITRE DE L'OUVRAGE s'engage à ne pas dénaturer l'Œuvre et l'image du Projet sans motif légitime et sans avoir préalablement recueilli l'avis du MAITRE D'ŒUVRE.

Le MAITRE D'ŒUVRE renonce, dans ces conditions, à toute somme quelle qu'en soit la nature au titre de ces modifications, adaptations ou aménagements du Projet, sauf complément de prestations éventuellement demandées au MAITRE D'ŒUVRE par le MAITRE DE L'OUVRAGE.

19.2.3. Droit d'exploitation résiduel

Le MAITRE D'ŒUVRE peut exploiter les Plans et des reproductions par photographies ou dessins de l'Œuvre sur des documents promotionnels, ou comme référence professionnelle sur ses plaquettes de présentation de ses activités, à l'exclusion de toute exploitation commerciale ou de nature à concurrencer les exploitations du MAITRE DE L'OUVRAGE visées à l'article 19.1 ci-avant, et toujours en mentionnant le nom du MAITRE DE L'OUVRAGE, à la condition d'avoir obtenu préalablement l'accord de ce dernier.

Le BET s'engage à ne pas reproduire et réutiliser l'Œuvre dans le cadre d'un autre projet architectural.

19.3 GARANTIE ATTACHEE AUX DROITS

Le MAITRE D'ŒUVRE garantit le MAITRE DE L'OUVRAGE que l'Œuvre est originale, qu'elle porte l'empreinte de sa personnalité, et qu'elle n'emprunte aucun élément original ou protégé par un droit de propriété intellectuelle quelconque.

D'une façon générale, le MAITRE D'ŒUVRE assure au MAITRE DE L'OUVRAGE la jouissance paisible, pleine, entière et libre des droits cédés, et le garantit formellement contre toute éviction, de son propre fait ou du fait des tiers. En cas d'action ou de revendication de tiers sur la titularité des droits sur l'Œuvre, le MAITRE D'ŒUVRE interviendra à première demande du MAITRE DE L'OUVRAGE, sans formalité particulière, et assumera toutes les conséquences financières directes et indirectes qui en découleraient (toute condamnation judiciaire, indemnités transactionnelles, frais d'avocats).

En outre, au cas où une décision ordonnerait la modification de l'Œuvre afin de supprimer son caractère contrefaisant, le BET

s'engage à l'effectuer à ses frais à première demande du MAITRE DE L'OUVRAGE, ou à prendre à sa charge les frais nécessaires pour cette modification.

19.4 PROPRIETE INDUSTRIELLE / BREVETS

Le BET reconnaît que le MAITRE DE L'OUVRAGE décide seul de l'opportunité de protéger l'Œuvre, en tout ou partie, par le droit des dessins et modèles, des marques, et le cas échéant des brevets, après toutefois avoir recueilli l'avis préalable du MAITRE D'ŒUVRE. Le BET s'engage à ne procéder à aucun dépôt à cet égard.

19.5 PROPRIETE MATERIELLE DES ETUDES

Le BET concède expressément et irrévocablement la propriété matérielle de ses études effectuées au titre du Contrat au MAITRE DE L'OUVRAGE en contrepartie de sa Rémunération.

Article 20 PROTECTION DES DONNEES

Le Titulaire propose des prestations d'études techniques dans le cadre d'opérations de promotion immobilière neuves, de rénovation, de réhabilitation et de résidentialisation pour le Maître d'ouvrage. Son personnel amené à traiter les données personnelles dispose des compétences et formations nécessaires, notamment, en ce qui concerne le respect des réglementations en vigueur.

Le Titulaire reconnaît présenter les garanties suffisantes, notamment en termes de connaissance, de fiabilité et de ressources pour la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles satisfaisant aux obligations légales et réglementaires en matière de protection des données, et s'engage à respecter les dispositions prévues à l'annexe « Protection des données personnelles » du présent CCAP.

Article 21 CONFIDENTIALITE

A réception de ce document, le BET soumissionnaire reconnaît explicitement que chacun des éléments du présent dossier de consultation ou de ses annexes est la propriété exclusive d'Maître de l'Ouvrage et de ces entités.

En aucun cas, les informations de ce dossier marché ne peuvent être utilisées ou transmises à d'autres fins que celles expressément prévues dans ces documents.

Le soumissionnaire s'engage à la confidentialité la plus stricte vis à vis des données, renseignements, documents, moyens, méthodologies et savoir-faire d'Maître de l'Ouvrage qu'il aura pu apprendre ou connaître durant le déroulement de la consultation.

Nous vous demandons de bien vouloir respecter les modalités de réponse définies dans ce document.

Le MOA n'entend contracter aucun engagement par le seul fait de la présente consultation.

Le BET reconnaît que toute information qui lui sera transmise en relation avec le présent marché ou de tout marché subséquent, et notamment celle relative aux entités du Maître de l'Ouvrage - Pôle HLM, est de nature confidentielle.

Les Parties s'accordent pour reconnaître comme confidentielles et donc non communicables à qui que ce soit sans autorisation préalable et expresse de l'autre partie, l'ensemble des documents, données, informations, programmes, ..., transmis, sous quelque forme que ce soit, dans le cadre de l'exécution du présent marché et/ou de la mise en concurrence menée pour sa passation.

Une information ne sera pas considérée comme confidentielle si elle appartient déjà, au jour de sa communication, au domaine public.

Les informations confidentielles pourront toutefois être communiquées par le BET :

- Exclusivement à ses dirigeants, employés, conseils, auditeurs et aux sociétés de son groupe (ainsi qu'à leur dirigeants, employés, conseils et auditeurs) à l'exception des sociétés qui interviendraient dans le même secteur d'activité que le Maître de l'Ouvrage - Pôle HLM et dans la stricte mesure où ceux-ci ont besoin d'avoir communication de ces informations confidentielles,
- À des tiers (sous-traitants et prestataires), exclusivement pour les besoins de l'exécution du présent marché.

Le BET s'engage alors à communiquer la présente clause de confidentialité et à en exiger le respect par ses interlocuteurs.

Le BET ne sera délié de cette obligation de confidentialité que dans l'hypothèse où il doit communiquer les informations confidentielles à toute personne à laquelle la loi ou les réglementations en vigueur imposent de les divulguer.

Le BET ne pourra se prévaloir de la présente clause sans accord préalable et express de MAÎTRE DE L'OUVRAGE.

Article 22 RESILIATION DU MARCHE

22.1.1. Résiliation aux torts du MAÎTRE DE L'OUVRAGE

Le titulaire du présent marché pourra, et après mise en demeure restée sans effet durant 2 mois, résilier celui-ci aux torts de la Maîtrise d' si celui-ci méconnaît gravement ses obligations.

22.1.2. Résiliation aux torts de son titulaire

Le MAÎTRE DE L'OUVRAGE pourra résilier le présent marché aux torts de son titulaire :

- En cas de non-transmission, dans les délais impartis et après mise en demeure restée infructueuse pendant une durée de 15 (quinze) jours, des pièces et documents exigés semestriellement au titre des articles D.8222-5 et D.8227-7 à D.8227-8 du code du travail,
- En cas de dépassement du pourcentage de 15% du montant des pénalités applicables.

Article 23 SUSPENSION

La suspension ou l'ajournement de la mission du BET pourra intervenir à la demande du MAÎTRE DE L'OUVRAGE. Aucune indemnité ne sera versée dans ce cas au BET. Ce dernier aura cependant droit au paiement des prestations effectuées au jour où la suspension deviendra effective. Dans le cas où le marché serait suspendu ou ajourné pendant une période supérieure à douze (12) mois, le MAÎTRE DE L'OUVRAGE pourra résilier de plein droit et sans indemnisation le marché à l'exception, toutefois, des prestations effectuées et non encore réglées au BET.

Article 24 CONTESTATIONS ET LITIGES

Pour certains différends ou divergences relatifs à l'interprétation et/ou l'exécution du présent, y compris portant sur leur validité, les Parties pourront préalablement à la saisine de toute instance judiciaire, à négocier dans un esprit de loyauté et de bonne foi un accord amiable dans le cadre d'une médiation.

De convention expresse, les Parties conviennent de désigner un médiateur professionnel référencé dans l'annuaire de la Chambre professionnelle de la médiation et de la négociation (CPMN). Le médiateur sera saisi par lettre recommandée avec accusé de réception par la partie souhaitant mettre en œuvre le processus de médiation. Cette lettre précisera les différents éléments du conflit. L'autre partie devra en être informé le même jour et dans les mêmes conditions.

Les honoraires du médiateur et les frais administratifs de la médiation seront supportés à égalité par chacune des parties.

Le processus de médiation aura une durée de 1 (un) mois à compter de l'acceptation de sa mission par le médiateur. Cette durée pourra être prolongée à la demande d'une des Parties ou du médiateur, sous réserve de l'accord préalable exprès de l'autre des parties.

Durant tout le processus de médiation et jusqu'à son issue, les parties s'interdisent d'exercer toute action en justice l'une contre l'autre et pour le conflit objet de la médiation.

L'exécution du présent marché sera suspendue à compter de la mise en œuvre du processus de médiation, sauf à ce que les Parties en conviennent autrement. Cette suspension prendra fin à la date de la signature du procès-verbal de conciliation ou de non-conciliation.

En cas de refus de l'une des parties de signer ledit procès-verbal, l'autre partie pourra prendre acte de ce refus en l'informant qu'à défaut de réaction de sa part dans un délai 5 jours ouvrés, la saisine du Tribunal de Commerce de PARIS sera possible.

En cas de non-conciliation, la partie la plus diligente saisira le Tribunal de Commerce de PARIS.

Article 25 CONSEQUENCE DE LA NULLITE

Les Parties conviennent expressément que la nullité d'une ou plusieurs clause(s) du présent marché, prononcée par décision judiciaire revêtue de l'autorité de la chose jugée, n'entraînera pas la nullité du marché et de ses autres clauses.

Article 26 ELECTION DE DOMICILE

Les Parties conviennent d'élire domicile en leur Siège respectif pour les besoins de l'exécution du présent marché.

ANNEXE AU CCAP

Protection des données personnelles

I. DESCRIPTION DES TRAITEMENTS ET ENGAGEMENTS DU SOUS-TRAITANT

- Le Titulaire est autorisé à traiter des Données Personnelles pour le compte du Maître d'ouvrage dans le cadre des traitements
- Rôle du titulaire et de ses éventuels sous-traitants. Le Titulaire et ses sous-traitants agissent en qualité de sous-traitant du Maître d'ouvrage, responsable de traitement.
- Politique de protection des données. Le Titulaire s'engage à communiquer au Maître d'ouvrage au plus tard au jour de la signature du Marché la politique de protection des données appliquée au sein de sa société.
- Cette politique décrira notamment les mesures techniques et organisationnelles mise en œuvre par le Titulaire pour assurer la sécurité et la confidentialité des données dans le cadre de l'exécution du Marché.
- Parallèlement, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre des programmes de formation et de sensibilisation relatifs à la protection de la vie privée et des Données Personnelles à destination de ses salariés et sous-traitants ayant accès en permanence ou régulièrement aux Données Personnelles.
- Le Titulaire s'engage à communiquer sans délai au Maître d'ouvrage toute modification et/ou évolution de sa politique de protection des données.
- Traitement des Données Personnelles selon les instructions du Maître d'ouvrage. Le Titulaire s'engage à procéder au traitement des Données Personnelles conformément aux Instructions qu'il reçoit du Maître d'ouvrage.
- En particulier, le Titulaire s'engage à :
 - ✚ ne pas traiter et consulter les Données Personnelles collectées ou transmises à d'autres fins que l'exécution des prestations et pour les seuls besoins liés à l'exécution du Marché ;
 - ✚ ne pas prendre de copie ou de stocker, quelles qu'en soit la forme et la finalité, tout ou partie des Données Personnelles qui lui ont été transmises ou qu'il a collectées au cours de l'exécution du marché en dehors de l'exécution du présent marché.
 - ✚ prendre toutes les mesures utiles appropriées pour démontrer le respect des dispositions légales et réglementaires en matière de protection des Données Personnelles ;
 - ✚ prendre toutes mesures permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des Données Personnelles ;
 - ✚ s'engager à prendre en compte, s'agissant des outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection par défaut ;
 - ✚ ne pas insérer de données étrangères à l'exécution du Marché dans les Données Personnelles
 - ✚ ne pas effectuer d'études statistiques sur les Données Personnelles ou de traitement autre que celui demandé par le Maître d'ouvrage ;
 - ✚ ne pas utiliser tout ou partie des Données Personnelles, dites de production, pour réaliser les phases de développements, de tests, de simulations ou de recette ;
 - ✚ notifier immédiatement toute modification ou changement pouvant impacter le traitement des Données Personnelles ;

- ✚ à respecter les droits d'accès, de rectification, d'opposition et de suppression, le droit à la limitation du traitement et le droit à la portabilité dont bénéficient les personnes concernées. Ainsi, si les personnes concernées devaient contacter directement le Titulaire pour exercer leurs droits, ce dernier communiquera leurs demandes au Maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois jours ouvrés et il coopèrera avec le Maître d'ouvrage. Le Titulaire ne fera droit à ces demandes que sur instruction écrite et préalable du Maître d'ouvrage à cette fin.

II. Sécurité

- Le Titulaire s'engage à assurer la sécurité et la confidentialité des Données Personnelles qui lui sont communiquées.
- Le Titulaire s'engage à ce que les mesures de sécurité organisationnelles mises en place répondent notamment aux exigences suivantes :
 - ✚ la mise en place d'un engagement de confidentialité visant à ce que les personnes autorisées à traiter les Données Personnelles soient soumises à une obligation de confidentialité renforcée;
 - ✚ l'élaboration de mesures restrictives d'accès aux Données Personnelles permettant de s'assurer que les personnes habilitées à utiliser le système de traitement de Données Personnelles ne puissent accéder qu'aux Données Personnelles auxquelles elles sont habilitées à accéder pour l'exécution de leur mission conformément à leurs droits d'accès et que, dans le cadre du traitement et de l'utilisation après stockage, les Données Personnelles ne puissent être lues, copiées, modifiées ou supprimées sans autorisation ;
 - ✚ la mise en place de mesures pour empêcher le transfert des Données Personnelles à toute personne/entité non autorisée ;
 - ✚ la mise en place d'une journalisation des connexions permettant de tracer les accès aux Données Personnelles.
- Par ailleurs, le Titulaire s'engage à ce que les mesures de sécurité techniques mises en place répondent a minima aux exigences suivantes :
 - ✚ une méthode de gestion des risques et une politique associée de management des risques de la confidentialité et de la sécurité (incluant notamment des analyses d'impact et des risques) ;
 - ✚ la mise en place d'outils permettant de s'assurer que les Données Personnelles ne peuvent être lues, copiées, modifiées ou supprimées sans autorisation au cours de leur transfert électronique,
 - ✚ de leur transport ou de leur stockage, et que les entités destinataires de tout transfert de Données Personnelles via les installations servant au transfert de données peuvent être identifiées et vérifiées;
 - ✚ l'établissement d'une piste d'audit afin de renseigner si quelqu'un, le cas échéant, a accédé, modifié ou supprimé des Données Personnelles du traitement. Les journaux de sécurité essentiels seront conservés pendant une durée de 12 mois ;
 - ✚ la mise en place de contrôles permettant de s'assurer que les Données Personnelles sont protégées contre les destructions ou les pertes accidentelles ;
 - ✚ la mise en place de mesures permettant de veiller à ce que les Données Personnelles fournies par le maître d'ouvrage puissent être traitées distinctement des données personnelles des autres clients en utilisant des séparations logiques ;
 - ✚ des mesures sécurisées d'authentification pour l'accès aux outils notamment au moyen de mots de passe respectant les recommandations de la Cnil ;
 - ✚ des mesures de sécurisation physique des locaux, du réseau interne, des matériels, des serveurs et des applications (alarmes, badges, vidéosurveillance, etc).
- En tout état de cause, le Titulaire s'engage, en cas de changement des moyens visant à assurer la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des Données Personnelles, à les remplacer par des moyens d'une performance supérieure.

III. Notification d'une violation de Données Personnelles

- Une violation de données s'entend comme une violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée à des tiers de Données Personnelles transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.
- Le Titulaire s'engage à notifier sans délai au Maître d'ouvrage, et en particulier à la personne désignée comme point de contact, par téléphone et par email (A COMPLETER), puis confirmer par lettre recommandée avec accusé de réception, toute violation de données.
- Cette notification doit préciser :
 - ✚ la nature et les conséquences de la violation de données,
 - ✚ les catégories et le nombre approximatif de données
 - ✚ les mesures déjà prises ou celles qui sont proposées pour y remédier ;
 - ✚ les personnes auprès desquelles des informations supplémentaires peuvent être obtenues ; une estimation du nombre de personnes susceptibles d'être impactées par l'Incident.
- Dès qu'il est informé d'une violation de données, le Titulaire procède à toutes les investigations utiles sur les manquements aux règles de protection afin d'y remédier promptement, au mieux de ses possibilités et de faire en sorte d'en diminuer l'impact pour les personnes concernées.
- Le Titulaire s'engage à informer le Maître d'ouvrage de ses investigations, à les lui communiquer et à répondre favorablement à toute demande de collaboration émanant de ce dernier.

IV. Sous-traitance

Le Titulaire ne peut sous-traiter, au sens de la Règlementation Informatique et libertés, tout ou partie des prestations, qu'après avoir obtenu l'accord préalable, écrit et exprès du Maître d'ouvrage.

Dans le cas où le Maître d'ouvrage aurait autorisé par écrit, expressément et préalablement, le Titulaire à sous-traiter les prestations confiées, le Titulaire s'oblige à conclure un contrat qui se réfère à la totalité des obligations et des garanties stipulées aux présentes, et à tenir à la disposition du Maître d'ouvrage une liste qu'il tient à jour du ou des sous-traitants impliqués dans le traitement de Données Personnelles et la communique à première demande de ce dernier.

Il est rappelé au Titulaire que celui-ci est et demeure pleinement responsable devant le Maître d'ouvrage de l'exécution par les sous-traitants de leurs obligations en matière de protection des Données Personnelles.

V. Flux transfrontières de Données Personnelles

- Le Titulaire privilégie l'hébergement et le traitement des Données Personnelles au sein des datacenters situés sur le territoire de l'Union Européenne pendant toute la durée du Marché.
- Ainsi, le Titulaire évitera tout flux transfrontalier de Données Personnelles, quel qu'il soit, en dehors du territoire de l'Union Européenne, sauf consentement préalable et écrit du Maître d'ouvrage.
- Dans le cas où le Titulaire serait autorisé par écrit, expressément et préalablement au transfert, par le Maître d'ouvrage, à transférer ces Données Personnelles hors du territoire de l'Union Européenne, notamment dans le cadre de la sous-traitance des prestations qui lui sont confiées par le Titulaire, et que ce transfert a lieu vers un pays « n'offrant pas un niveau suffisant de protection des Données Personnelles » par la Commission Européenne, le Titulaire aura l'obligation – préalablement à tout transfert – de formaliser une convention de transfert de Données Personnelles hors de l'Union Européenne signée entre le Titulaire, agissant en qualité de mandataire du Maître d'ouvrage et d'« exportateur de Données Personnelles » et son sous-traitant qualifié d'« importateur de Données Personnelles » et de faire respecter scrupuleusement les termes et obligations de cette convention par son sous-traitant, sur la base des Clauses Contractuelles Types de la Commission européenne, ou le cas échéant, de celles adoptées par une autorité de contrôle conformément au mécanisme de contrôle de la cohérence, puis par la Commission.

VI. Responsabilité

Respectera les conditions énoncées à l'article 20 du CCAP

VII. Tenue du Registre

- Le Titulaire en tant que sous-traitant, donnera au Maître d'ouvrage accès au registre des traitement sur demande.

VIII. Conservation des données

- Au terme du Marché, le Titulaire s'engage à restituer les fichiers et données au Maître d'ouvrage dans les conditions spécifiées par celui-ci puis à détruire tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations collectées, sauf disposition impérative contraire résultant du droit communautaire ou du droit d'un Etat membre de l'Union européenne applicable aux traitements objets des présentes.
- Le Titulaire s'engage à fournir à première demande et dans un délai raisonnable un certificat de suppression des Données Personnelles au Maître d'ouvrage.

IX. Audit

- Le Titulaire s'engage à répondre aux demandes d'audit du Maître d'ouvrage ou d'un tiers de confiance sélectionné, reconnu en tant qu'auditeur indépendant, c'est-à-dire indépendant ayant une qualification adéquate, et libre de fournir les détails de ses remarques et conclusion d'audit au Maître d'ouvrage. Les audits doivent permettre une analyse du respect par le Titulaire de ses obligations au titre du Marché, ainsi qu'au titre de la Réglementation Informatique et libertés.
- Les audits sont aux frais du Maître d'ouvrage, en revanche, les mesures de mise en conformité préconisées dans le cadre desdits audits sont placées intégralement à la charge du Titulaire défaillant, sans préjudice de l'application éventuelle des pénalités stipulées à la clause intitulée « Responsabilité » des présentes, ainsi que des sanctions prévues.

X. Coopération

- Le Titulaire s'engage à coopérer avec le Maître d'ouvrage afin de permettre le respect des obligations pesant sur le Maître d'ouvrage au regard de la Réglementation Informatique et libertés, telles que notamment ses obligations de notification à l'autorité de contrôle et de communication d'une violation de données aux personnes concernées.
- En cas de contrôle d'une autorité compétente, les Parties s'engagent à coopérer entre elles et avec l'autorité de contrôle.
- Dans le cas où le contrôle mené ne concernerait que les traitements mis en œuvre par le Titulaire en tant que responsable du traitement, le Titulaire fera son affaire du contrôle et s'interdira de communiquer ou de faire état des Données Personnelles du Maître d'ouvrage.
- Dans le cas où le contrôle mené chez le Titulaire concernerait les traitements mis en œuvre au nom et pour le compte du Maître d'ouvrage, le Titulaire s'engage à en informer immédiatement le Maître d'ouvrage et à ne prendre aucun engagement pour ce dernier.
- En cas de contrôle d'une autorité compétente chez le Maître d'ouvrage portant notamment sur les prestations délivrées par le Titulaire, ce dernier s'engage à coopérer avec le Maître d'ouvrage et à lui fournir toute information dont ce dernier pourrait avoir besoin ou qui s'avérerait nécessaire.

XI. Traitements de données personnelles effectués par le Titulaire

Le Titulaire est autorisé à traiter des Données Personnelles pour le compte du Maître d'ouvrage dans le cadre des traitements ci-dessous décrits

- Objet des traitements

Pour l'exécution des prestations de Bureaux d'études techniques objet du présent marché, le MAITRE D'OUVRAGE met à disposition les informations nécessaires suivantes :

- .

- Durée

Le Titulaire traitera les données pendant la durée du Marché.

- Nature et finalité des traitements

Le bureau d'études techniques est autorisé à traiter pour le compte du MAITRE D'OUVRAGE les données à caractère personnel nécessaires pour les finalités suivantes :

- Type de Données Personnelles traitées [A COMPLETER SELON les prestations]

Les données à caractère personnel traitées sont :

- Nom – Coordonnées (postale, téléphoniques, mail)

- Catégories de personnes concernées

Les catégories de personnes concernées sont :

XII. Attestation sur l'honneur [RGPD attest/honneur]

La fourniture d'une attestation sur l'honneur par les fournisseurs permettra à la société de justifier que ses sous-traitants présentaient les garanties suffisantes pour répondre aux exigences du Règlement européen de protection des données.

La Société [Indiquer la dénomination sociale] représentée par [Indiquer le nom du représentant légal], dont le siège social est situé [Indiquer l'adresse], immatriculée sous le numéro [Indiquer le numéro de SIREN] atteste sur l'honneur :

- respecter les modalités et conditions définis dans les documents contractuels

- mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à garantir la protection des droits des personnes concernées au sens du Règlement européen de protection des données n°2016/679 du 27 avril 2016 et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 dans le cadre du traitement opéré ou qui sera opéré dans le cadre du marché ;

- respecter les obligations mises à la charge des sous-traitants par le Règlement européen de protection des données n°2016/679 du 27 avril 2016 et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018.

Fait à xxx

Le xxx

Signature et tampon de la société.